
Déclaration liminaire de la fédération des syndicats SUD Education à l'occasion de l'ouverture de la CAPN/FPMN du lundi 7 mars.

La fédération SUD Éducation tient tout d'abord à dénoncer la situation catastrophique dans laquelle s'enfoncé chaque année un peu plus le service public et laïque d'éducation : suppression de dizaines de milliers de postes d'enseignants, de CPE, de conseillers d'orientation,..., dégradation des conditions de travail, alourdissement et multiplication des tâches, réformes essentiellement axées sur une volonté de casse des statuts, d'économies budgétaires, mise en concurrence des établissements, recrudescence des contrats précaires, pressions hiérarchiques toujours plus insupportables, précarisation croissante des personnels, notamment des collègues stagiaires et des TZR.

Les personnels sont désormais maltraités durant toute leur vie professionnelle : d'une difficile entrée dans le métier, sans formation, à une retraite retardée, en passant par un droit à mutation entravé.

La fédération SUD Éducation défend l'idée et le principe d'un droit à la mobilité choisie et volontaire pour tous les personnels, dans le cadre d'un mouvement national aux règles transparentes et identiques pour toutes et tous. La situation actuelle va dans la direction bien contraire. Il est aujourd'hui de plus en plus difficile pour nos collègues d'obtenir une mutation dans le cadre du mouvement inter, et il en est de même au niveau intra pour obtenir un poste fixe et de bonnes conditions de travail.

Les raisons de cette remise en question du droit à muter sont multiples :

- Suppression massive de postes : plusieurs dizaines de milliers de postes supprimés depuis 2007 pour l'enseignement public.
- Développement grandissant et inquiétant des postes profilés, phénomène accentué par l'élargissement du dispositif ECLAIR : nous assistons aujourd'hui à une nouvelle tendance de gestion des personnels, de plus en plus soumis aux choix d'IPR, de chefs d'établissements, à la généralisation de lettres de mission, l'incitation à muter pour les collègues n'adhérant pas aux projets,...en bref, un pouvoir et une pression hiérarchiques de plus en plus présents, y compris dans les choix de carrière de nos collègues.
- Parlons aussi de la « contre-réforme » de la filière technologique, qui cache en fait un véritable plan social de l'enseignement technologique public : sur 3 ans, c'est probablement la moitié des enseignants de la filière STI qui va disparaître, forçant ces collègues à muter contre leur gré, à accepter des postes de reconversion imposés, le tout sans formation.

Pour terminer, la Fédération SUD Éducation dénonce à nouveau la communication d'un projet de mutations, en amont des CAPN et FPMN, au mépris des représentants du personnels, des instances paritaires, et surtout des collègues ayant demandé une mutation lors de la phase inter 2011 : prévenus d'un projet encore incertain, dans quel état d'esprit pensez-vous que ces collègues soient, en attendant la communication finale des résultats? Des projets de vie sont en jeu, bien loin des considérations politiques qui ont pu entraîner la mise en place de cette communication de « non-résultats ».

Préparant le mouvement de mutations inter-académique 2011, la fédération SUD Éducation constate et déplore le mépris avec lequel le ministère traite les personnels.

Les élu(e)s SUD Éducation / Solidaires.